

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/270  
20 novembre 1998

(98-4662)

---

## PROJET DE RAPPORT (1998) DE L'ORGANE DE SUPERVISION DES TEXTILES

1. Ce rapport est présenté par l'Organe de supervision des textiles (OSpT) conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 15 novembre 1995, relative aux procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105). Il porte sur la période allant du 13 novembre 1997 au 19 novembre 1998. Pendant cette période, l'OSpT a tenu 12 réunions. Les rapports de ces réunions figurent dans les documents G/TMB/R/38 à 49.<sup>1</sup>

2. Le présent rapport donne une vue d'ensemble des questions traitées par l'OSpT, à l'exception de celles qui ont été examinées à sa dernière réunion (16-19 novembre 1998), dont il sera rendu compte dans le document G/TMB/R/49.<sup>1</sup> Pour de plus amples détails, se reporter aux rapports correspondants de l'OSpT qui sont mentionnés.

Notification au titre des articles 2:6 et 2:7 a), 2:8 a) et 2:11 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV): Communication reçue de la Communauté européenne en réponse à une recommandation de l'OSpT

3. L'OSpT a examiné la communication de la Communauté européenne notifiant la révision des notifications qu'elle avait présentées au titre des articles 2:6 et 2:7 a), 2:8 a) et 2:11 de l'ATV. Cette communication est intervenue après l'examen détaillé entrepris par l'OSpT (à la suite d'une notification présentée par la Colombie, au titre de l'article 2:21, en son nom et au nom d'un certain nombre d'autres Membres de l'OMC qui sont également membres du Bureau international des textiles et des vêtements) de certains aspects du programme d'intégration de la Communauté européenne pour la première étape, dans le respect duquel l'OSpT avait formulé certaines observations et constatations, et avait recommandé que la Communauté européenne réexamine son programme d'intégration pour la première étape à la lumière des résultats de l'examen de l'OSpT (voir G/TMB/R/29, paragraphes 5 à 42). Dans sa communication, la Communauté européenne a déclaré qu'elle acceptait les constatations de l'OSpT. La révision à laquelle elle a procédé s'est traduite par des modifications de ses programmes d'intégration pour la première et la deuxième étape. L'OSpT a pris note de cette communication ainsi que des observations qui figurent dans le rapport de la réunion (G/TMB/R/41, paragraphes 4 à 26).

Notifications au titre des articles 2:6 et 2:7 b), 2:8 a) et 2:11 de l'ATV: Communications des Membres en réponse aux questions formulées par l'OSpT

4. L'OSpT a pris note des communications reçues de plusieurs Membres en réponse aux questions qu'il avait formulées pour vérifier si les données statistiques fournies à propos de l'intégration portaient bien, le cas échéant, sur les parties de lignes du SH visé par l'ATV et non sur la totalité des lignes à six chiffres du SH correspondantes (voir G/TMB/R/29, paragraphes 43 à 45). L'OSpT a pris note des communications relatives à la notification de leur première étape d'intégration

---

<sup>1</sup> Le document G/TMB/R/49 sera publié ultérieurement, après son adoption par l'OSpT.

adressées par le Japon et le Liechtenstein (G/TMB/R/38), Chypre (G/TMB/R/43) et Sri Lanka (G/TMB/R/47). L'OSpT a également pris note des communications adressées par le Brésil, la Hongrie et la Slovénie (G/TMB/R/38), le Costa Rica et la Thaïlande (G/TMB/R/39), relatives à la notification de leur première et deuxième étapes d'intégration. Il a en outre pris acte des communications adressées par la République dominicaine et la Pologne (G/TMB/R/38), la Corée (G/TMB/R/39), le Liechtenstein (G/TMB/R/41), relatives à la notification de leur deuxième étape d'intégration.

Notifications au titre des articles 2:8 a) et 2:11 de l'ATV: Deuxième étape de l'intégration des produits couverts par l'ATV dans le cadre du GATT de 1994

5. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, les notifications adressées conformément aux articles 2:8 a) et 2:11 par le Brésil, la République dominicaine, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie, l'Afrique du Sud et la Turquie (G/TMB/R/38), la Corée et la Thaïlande (G/TMB/R/39), le Bangladesh, le Guatemala et le Liechtenstein (G/TMB/R/41), Chypre (G/TMB/R/43), l'Indonésie (G/TMB/R/47) et le Honduras (G/TMB/R/48). S'agissant des notifications pour lesquelles le calcul de la part des produits intégrés avait été fait sur la base du volume des importations d'une autre année de référence que 1990, ou sur la base de leur valeur, l'OSpT s'est assuré que de meilleures données n'étaient pas disponibles et que les Membres concernés avaient appliqué la même méthode que pour les notifications qu'ils avaient présentées au titre des articles 2:6 et 2:7 b).

6. L'OSpT a entamé son examen, au titre de l'article 2:21, du programme d'intégration notifié par le Paraguay conformément aux articles 2:8 a) et 11, et souhaitant avoir des renseignements complémentaires et des éclaircissements, a décidé d'y revenir lors d'une réunion ultérieure (G/TMB/R/43).

Notification au titre des articles 2:8 b), 2:10 et 2:11 de l'ATV: Intégration anticipée des produits visés par l'ATV

7. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, la notification présentée conformément à l'article 2:8 b), 2:10 et 2:11 par la Turquie, et a noté que cette dernière avait invoqué les dispositions de l'article 2:10 pour intégrer, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998, certains produits représentant 29,07 pour cent du volume total de ses importations de produits visés par l'ATV en 1990, dont l'intégration était prévue au cours de la troisième étape (G/TMB/R/38).

Notifications au titre de l'article 2:15 de l'ATV: Élimination des restrictions maintenues au titre de l'article 2

8. L'OSpT a examiné la notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:15, concernant l'élimination des restrictions appliquées aux importations de plusieurs catégories de produits en provenance de Roumanie (G/TMB/R/38).

9. L'OSpT a pris note d'une communication présentée par le Canada selon laquelle, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998, ce pays avait accordé le "traitement hors contingent" aux importations de toutes provenances des produits ci-après: blouses et chemisiers pour enfants des catégories 7.3 et 8.1; blouses et chemisiers en bonneterie pour femmes et fillettes de la catégorie 8.1; blouses et chemisiers de soie pour femmes et fillettes; blouses et chemisiers pour femmes et fillettes de la ligne tarifaire 6206.90.00.00; saris de la catégorie 4.3; ensembles pour femmes et fillettes de la catégorie 4.1; esquimaux, manteaux et vestes pour bébés de la catégorie 14.1; vêtements de pluie de la catégorie 1.3. En outre, le Canada avait procédé unilatéralement à une augmentation définitive unique de 10 pour cent des contingents applicables aux vêtements de dessus d'hiver de la catégorie 2.0 en faveur des Membres de l'OMC. L'OSpT interprétait la formule "traitement hors contingent"

comme impliquant l'élimination des restrictions notifiées par le Canada conformément à l'article 2:1 pour les produits concernés (G/TMB/R/39).

Notification au titre de l'article 2:17 de l'ATV: Dispositions administratives

10. L'OSpT a pris note de la notification détaillée présentée par le Canada concernant des dispositions administratives convenues avec la République tchèque (G/TMB/R/43).

Notifications au titre des articles 2:17 et 5 de l'ATV

11. L'OSpT a examiné la communication du Pakistan (présentée au titre de l'article 2:17) et une des États-Unis (notifiée au titre de l'article 5). Comme ces deux communications se rapportaient à la même solution mutuellement satisfaisante à laquelle les deux Membres étaient parvenus à la suite de consultations, et avaient été faites au titre de deux articles différents de l'ATV, l'OSpT a décidé de demander des précisions aux deux Membres concernés. Étant donné qu'il n'avait reçu de réponse d'aucun des deux Membres, et qu'aucune précision n'avait été donnée quant à l'éventualité d'une réponse prochaine, l'OSpT en était venu à penser qu'il devait procéder à l'examen des éléments de fond des deux communications, en tenant compte par ailleurs des dispositions au titre desquelles elles avaient été respectivement présentées. L'OSpT a pris note, tout en formulant des observations, de certains éléments de la solution mutuellement satisfaisante qui avait été notifiée, et, à propos d'un autre élément de fond, il a recommandé au Pakistan et aux États-Unis de réexaminer les mesures en question à la lumière de ses observations et considérations dont le détail figure dans le rapport de la réunion. En vue d'exercer une surveillance appropriée de la mise en œuvre et des recommandations, il attendait des deux parties qu'elles lui rendent compte de l'issue de ce réexamen, de façon qu'il puisse se prononcer définitivement sur la justification des actions entreprises et sur leur conformité avec les dispositions pertinentes de l'ATV (G/TMB/R/45, paragraphes 5 à 52).

Notifications au titre de l'article 2:18 de l'ATV

12. L'OSpT a examiné les notifications présentées au titre de l'article 2:18 par le Canada et les États-Unis (G/TMB/R/38), et la Communauté européenne (G/TMB/R/41) au sujet de la manière dont ils avaient mis en œuvre, au cours de la deuxième étape d'intégration, des améliorations de l'accès pour les exportations des Membres qui faisaient l'objet de restrictions représentant 1,2 pour cent ou moins du volume total des restrictions appliquées par un Membre importateur au 31 décembre 1991 et notifiées au titre de l'article 2 de l'ATV.

Communication au titre des articles 2:21 et 8:1 de l'ATV

13. L'OSpT a reçu de Hong Kong, Chine, de l'Inde et du Pakistan une communication dans laquelle ces pays lui demandaient conjointement "d'examiner, conformément aux articles 8:1 et 2:21 de l'ATV, la mise en œuvre du programme d'intégration des États-Unis au titre de la deuxième étape en ce qui concerne le maintien des prescriptions en matière de visa pour les produits inclus dans ce programme". Par la suite, les Membres intéressés et les États-Unis avaient à l'OSpT ou porté à son attention un certain nombre de communications. Dans leur dernière communication, les États-Unis ont informé l'OSpT que "[...] sans renoncer à leur droit de maintenir ce type de mesures, les États-Unis [...] supprimeraient les prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés pendant la deuxième étape, sans condition et dès que possible, mais en tout état de cause le 31 décembre 1998 au plus tard". Alors que s'ouvrait l'examen de la communication de Hong Kong, Chine, de l'Inde et du Pakistan, les représentants de ces pays ont communiqué à ce dernier la teneur d'une deuxième lettre conjointe adressée par leurs trois gouvernements à son Président, selon laquelle, tout en restant d'avis "que le maintien de prescriptions en matière de visa pour des produits intégrés n'est pas compatible avec les obligations résultant de l'article 2:8 a) de l'ATV", et "étant clairement entendu que les prescriptions en matière de visa maintenues par les États-Unis doivent être éliminées, sans condition

et dès que possible, mais en tout état de cause le 31 décembre 1998 au plus tard, nous convenons qu'il n'est pas nécessaire que l'OSpT poursuive l'examen au titre de l'article 2:21 de l'ATV sollicité dans notre précédente lettre, pour autant que les textes de la correspondance que vous avez reçue au sujet de cet examen, notamment, soient consignés dans les archives de l'OSpT. Cela ne préjuge pas du droit de l'un quelconque de ces Membres de présenter une nouvelle demande concernant un examen analogue, le cas échéant". Compte tenu de ce qui précède, l'OSpT a pris note de la communication présentée par les États-Unis selon laquelle, pour apporter une réponse définitive aux questions soulevées, "sans renoncer à leur droit de maintenir ce type de mesures, [...] supprimerait les prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés pendant la deuxième étape, sans condition et dès que possible, et en tout état de cause le 31 décembre 1998 au plus tard". Il était entendu par l'OSpT que la suppression de l'obligation de visa serait mise en œuvre sur une base NPF. L'OSpT a également pris note de la communication de Hong Kong, Chine, de l'Inde et du Pakistan selon laquelle ces pays convenaient, dans les conditions énoncées dans leur lettre, qu'il n'était pas nécessaire que l'OSpT poursuive son examen au titre de l'article 2:21 de l'ATV. L'OSpT est convenu de suivre cette question conformément aux dispositions de l'article 2:21 de l'ATV, l'OSpT s'attendait à être informé par les États-Unis lorsque les prescriptions en matière de visa pour les produits intégrés pendant la deuxième étape seraient supprimées (G/TMB/R/45, paragraphes 53 à 63).

#### Notification au titre de l'article 3:2 b) de l'ATV

14. L'OSpT a examiné une notification présentée par la Hongrie au titre de l'article 3:2 b) dans laquelle ce pays indiquait que, outre le programme d'élimination progressive des restrictions précédemment notifié, elle libéraliserait, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, non seulement 25 pour cent supplémentaires du volume des importations de produits textiles et de vêtements assujettis au contingent global, mais aussi toutes les restrictions sous forme de contingents globaux qui visaient encore les textiles et les vêtements notifiés au titre de l'article 3:1 en ce qui concerne tous les Membres de l'OMC. L'OSpT a rendu hommage à la Hongrie pour l'élimination anticipée de ses restrictions (G/TMB/R/38).

#### Notifications au titre de l'article 3:3 de l'ATV

15. En novembre 1997, la Communauté européenne et la Turquie ont fait parvenir à l'OSpT une notification conjointe au titre de l'article 3:3. Cette communication consistait à faire tenir à l'OSpT, pour information, une copie de la notification adressée au Président du Comité des accords commerciaux régionaux, suivant le modèle de présentation type, concernant l'union douanière entre les deux parties, ainsi que les détails de certains plafonds quantitatifs nouvellement introduits par la Turquie en ce qui concerne les importations de certains textiles et vêtements en provenance de certains Membres de l'OMC qui, d'après la notification, étaient nécessaires pour donner effet à l'union douanière conformément à l'article XXIV du GATT de 1994. En mai 1998, l'OSpT a reçu copie, pour information, d'une communication conjointe des parties à l'union douanière entre la Communauté européenne et la Turquie au Président du Comité des accords commerciaux régionaux "concernant le détail de modifications apportées par la Turquie, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, au plafond quantitatif applicable aux importations de certains produits textiles et vêtements en provenance de certains Membres de l'OMC au titre des engagements découlant pour elle de l'union douanière et conformément aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994". Dans les deux cas, l'OSpT a pris note des renseignements reçus et a rappelé que les notifications visées à l'article 3:3 devaient lui être communiquées dans un délai de 60 jours suivant l'entrée en vigueur de toute nouvelle restriction ou de toute modification apportée à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements, qui auraient été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994 (G/TMB/R/38 et 43).

16. L'OSpT a pris note d'une notification présentée par la Communauté européenne au titre de l'article 3:3 selon laquelle ce Membre ne maintenait plus aucun seuil de consultation avec Malte, le Maroc et la Tunisie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 (G/TMB/R/39).

17. L'OSpT a pris note d'une notification présentée par la Communauté européenne au titre de l'article 3:3 concernant les modifications convenues des seuils de consultation établis pour 1998 et 1999 qu'elle maintenait à l'égard de l'Égypte dans le cadre d'un accord commercial préférentiel. Ces seuils de consultation faisaient l'objet d'une notification au titre de l'article XXIV du GATT (G/TMB/R/39).

18. L'OSpT a pris note d'une notification présentée par la Communauté européenne au titre de l'article 3:3 selon laquelle ce Membre ne maintenait plus aucun plafond quantitatif à l'égard de la Bulgarie, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la République slovaque à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 (G/TMB/R/39).

#### Notification au titre de l'article 6:1 de l'ATV

19. L'OSpT a pris note de la notification présentée par le Panama selon laquelle ce Membre souhaitait invoquer le mécanisme de sauvegarde transitoire (G/TMB/R/47).

#### Communication d'Haïti

20. L'OSpT a pris note d'une communication transmise par Haïti selon laquelle "le gouvernement haïtien n'applique plus aucune forme de restrictions à l'importation des textiles et des vêtements et désire ainsi qu'il soit réputé avoir assujetti ce commerce sous les disciplines multilatérales, au titre de l'article 2:9" de l'ATV (G/TMB/R/47).

#### Notification au titre de l'article 6:9 de l'ATV

21. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 6:9, la notification des États-Unis concernant une mesure de limitation convenue avec la Thaïlande pour les importations de fils conditionnés pour la vente contenant en poids 85 pour cent au plus de fibres artificielles discontinues (catégorie 603 des États-Unis) en provenance de Thaïlande. À la lumière de ces considérations, exposées en détail dans le rapport de la réunion, l'OSpT a conclu que cette mesure de limitation convenue entre les États-Unis et la Thaïlande était justifiée au regard des dispositions de l'article 6 de l'ATV (G/TMB/R/42, paragraphes 5 à 13).

#### Notification au titre de l'article 6 de l'ATV

22. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 6:10, la notification par la Colombie de la mise en place, le 17 juillet 1998 pour une période de trois ans, de mesures de sauvegarde transitoires concernant les importations de tissu dit "Denim" (position tarifaire n° 5209.42) en provenance du Brésil et de l'Inde. Eu égard aux éléments dont il disposait, qui sont exposés dans le rapport de la réunion, l'OSpT a estimé qu'étant donné que la Colombie n'avait pas réussi à démontrer que sa branche de production de tissu dit "Denim" subissait un grave préjudice causé par l'accroissement en quantité des importations totales de ce produit, les mesures de limitation qu'elle avait adoptées pour les importations de tissu dit "Denim" en provenance du Brésil et de l'Inde n'étaient pas justifiées au regard de l'article 6. L'OSpT a par conséquent recommandé à la Colombie de rapporter ces mesures (G/TMB/R/46, paragraphes 3 à 16). Par la suite, l'OSpT a pris note de la communication présentée par la Colombie au titre de l'article 8:9 selon laquelle ce Membre avait annulé la résolution imposant une mesure de sauvegarde transitoire aux importations de tissu dit "Denim" (position tarifaire n° 5209.42) en provenance du Brésil et de l'Inde (G/TMB/R/47).

#### Notifications au titre de l'article 8:5 et 8:6 de l'ATV

23. L'OSpT a examiné une communication présentée par le Honduras en janvier 1998 faisant valoir que le maintien par les États-Unis de la mesure de limitation précédemment convenue entre les

deux pays à l'égard des exportations de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 352/652) en provenance du Honduras n'était pas justifié. Comme le maintien de cette limitation était nuisible à ses intérêts au sens de l'ATV et que les consultations qu'il avait tenues avec les États-Unis n'avaient pas abouti à une solution mutuellement satisfaisante, le Honduras avait demandé à l'OSpT, au titre des articles 8:5 et 8:6 de l'ATV, d'examiner la question sans retard et de recommander aux États-Unis de lever cette mesure dans les plus brefs délais. Compte tenu d'un certain nombre d'éléments, qui sont exposés en détail dans le rapport de la réunion, l'OSpT a invité les États-Unis à reconsidérer la nécessité de maintenir cette limitation en vigueur jusqu'à la date d'expiration prévue (c'est-à-dire le 26 mars 1998). L'OSpT a également noté que jusqu'à l'expiration de la mesure, les États-Unis étaient disposés à étudier de manière constructive les préoccupations de tout ordre que le Honduras signalerait à leur attention, afin de ne pas compromettre les exportations futures de produits de cette catégorie du Honduras vers les États-Unis (G/TMB/R/39, paragraphes 16 à 28).

24. L'OSpT a examiné une deuxième communication du Honduras datée de février 1998 dans laquelle ce Membre demandait, en application des articles 8:5 et 8:6 de l'ATV, d'établir une détermination spécifique conformément à l'article 6:9 sur le point de savoir si la limitation des importations de produits de la catégorie 352/652 maintenue par les États-Unis était ou non justifiée. Dans le cadre de son examen de la requête formulée par le Honduras, l'OSpT s'est penché sur un certain nombre de questions de fond et de forme. L'OSpT a également compris, d'après la communication complémentaire des États-Unis, que ce pays maintiendrait la limitation jusqu'à la date d'expiration prévue, c'est-à-dire jusqu'au 26 mars 1998, mais qu'il avait décidé, à compter du 2 mars 1998, d'appliquer cette mesure de telle sorte que les exportations en provenance du Honduras ne seraient pas, en pratique, soumises à un embargo. Eu égard à tous ces éléments, qui sont exposés en détail dans le rapport de la réunion, l'OSpT a pris note des communications présentées par le Honduras et les États-Unis ainsi que de la mesure prise par les États-Unis, et a considéré qu'il avait achevé son examen de la question (G/TMB/R/40, paragraphes 5 à 24).

#### Communication du Brésil

25. L'OSpT a examiné une communication du Brésil selon laquelle, comme suite à la recommandation formulée par l'OSpT en novembre 1996 (G/TMB/R/20, paragraphe 26)<sup>2</sup>, ce pays avait décidé de lever la mesure de sauvegarde qu'il appliquait au titre de l'article 6:11 aux importations de tissus de filaments artificiels (catégorie 618) en provenance de Hong Kong, Chine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 (G/TMB/R/39).

#### Observations concernant les notifications tardives

26. À propos des notifications parvenues à l'OSpT après les dates limites respectives prévues dans l'ATV, l'OSpT a rappelé que le fait qu'il prenait note des notifications tardives ne préjugait pas de leur statut juridique

---

<sup>2</sup> Voir également le document G/TMB/R/26, paragraphe 30.